

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

**PSA
CT
VÉLIZY**

03 septembre 2019

Après le G7: faisons de septembre la rentrée des claques

Après presque un an de contestation des Gilets Jaunes (jusqu'au défilé du 14 juillet !), Macron espérait une rentrée tranquille, en profitant du G7 pour soigner sa réputation. Il comptait lancer une nouvelle vague d'attaques pro-patronales, avec en première ligne sa réforme des retraites. Mais le gouvernement craint une rentrée mouvementée. À nous de passer à l'action !

Réforme des retraites : une attaque remise à plus tard mais pas enterrée

Macron a repoussé sa réforme à 2020 en engageant une « concertation » d'un an pendant qu'il semblait reculer sur l'âge pivot de 64 ans.

L'agression annoncée contre le régime des retraites est donc repoussée pour le moment. Mais ne nous trompons pas, la retraite par points n'est pas abandonnée et cette innovation prépare une nouvelle dégradation de nos conditions de vie et de travail, sous prétexte de faire des économies et d'équilibrer un système qui le serait largement sans les multiples baisses de cotisations offertes aux patrons. Derrière cette réforme, c'est toute une politique qu'il faut combattre. Contre l'appauvrissement de la majorité de la société au profit d'une minorité de patrons qui s'enrichissent toujours plus, il y a toutes les raisons de se mobiliser pour inverser la tendance.

Le gouvernement redoute le réchauffement du climat social

C'est cette peur d'une rentrée sociale agitée qui a poussé Macron à reporter sa réforme à 2020. Car il a eu beau parader au G7 au milieu d'une armée de gendarmes et de policiers, l'« acte II » du quinquennat est mal parti : échaudés par le mouvement des Gilets Jaunes, Macron et ses ministres craignent les réactions du monde du travail.

Et il en faudra, car malgré son prétendu changement de méthode avec plus de « dialogue social » avec les syndicats, de « grand débat » avec les Gilets Jaunes, de « consultation citoyenne » sur les retraites ou de « convention citoyenne sur le climat », c'est toujours la même politique au service des riches que mène le gouvernement.

Passer à l'offensive

Sans attendre les attaques à venir, il est possible de s'organiser et de passer à l'action pour faire entendre nos intérêts. Productivité en hausse, effectifs insuffisants ou bas salaires : partout il y a de quoi revendiquer.

C'est ce que font les salariés des urgences en grève depuis plusieurs mois. Dans les hôpitaux, le mouvement s'étend, se structure et pousse les directions à faire des concessions.

Même chose à l'Éducation Nationale où, après la grève des enseignants pendant le bac, le ministre promet de faire un geste.

Mais ni les soignants, ni les profs ne se satisfont de ces petites concessions.

On peut en dire autant des jeunes qui se sont mobilisés le printemps dernier pour lutter contre le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement : alors que Macron joue les sauveteurs de l'Amazonie face à Bolsonaro, ils seront dans la rue à partir du 20 septembre pour lui rappeler qu'il est lui aussi du côté des pollueurs.

Alors que les braises du mouvement des gilets jaunes sont encore chaudes, la riposte générale du monde du travail est à l'ordre du jour.

Compter sur nous-mêmes pour initier la riposte

Macron essaie d'amadouer les directions syndicales en promettant une concertation, mais il n'y a rien à négocier ! C'est dans la rue et par des grèves qu'on fera réellement pression. Et pour ça, il faudra compter sur nos propres forces, car les directions syndicales divisent les colères au lieu de les rassembler. En plus d'une journée interprofessionnelle contre la réforme des retraites appelée par la CGT le 24 septembre, plusieurs journées d'action sont prévues pour les cheminots, à la RATP, dans les hôpitaux, à EDF...

Plutôt que de se mobiliser chacun son tour, nous pouvons nous saisir de ces journées pour créer des liens, casser les barrières corporatistes ou syndicales et engager enfin une rentrée sociale digne de ce nom !

Une question ? Une information ? Écrivez-nous à cr@convergencesrevolutionnaires.org !

La valse des chefs continue

Il y a de quoi y perdre ses petits avec tous les changements de management au sein de la DQI : les chefs partent ou se font muter les uns après les autres tandis que l'organigramme change tous les mois.

Pour nous, ça signifie désorganisation du travail et incertitudes pendant des semaines sur la conduite des projets : comme si on avait besoin de ça en plus de notre surcharge de travail habituelle !

Une « rentabilité » qu'on paye au prix fort

Les pontes de la direction se gargarisent des bénéfices en augmentation sur le premier semestre 2019. Alors les ventes sont en légère baisse, ces bénéfices sont permis par une rentabilité en forte hausse avoisinant les 9 %.

On sait ce qui se cache derrière cet accroissement de la rentabilité dont ils se félicitent tous : des suppressions de poste en pagaille et une charge de travail qui explose pour ceux qui restent. Et tout ça avec des salaires bloqués ou presque.

Tavares dit ne pas vouloir s'arrêter là et atteindre les 10 % de rentabilité ? Ca veut dire pour nous une aggravation supplémentaire des conditions de travail : pas sûr qu'on l'entende de cette oreille sur les chaînes comme dans les bureaux.

« We are darwinians »... ou pas ?

La direction devait s'ennuyer pendant l'été : elle a mis en ligne une vidéo anxiogène mettant en scène le délire « darwinien » de Tavares. Cette pression à nous « adapter » se traduit dans les faits par la compétition à tous les niveaux : entre entreprises, entre usines, entre collègues.

Au vu de l'état du monde, entre guerres à répétition, réchauffement climatique et misère endémique, c'est peut-être bien le capitalisme qui est devenu inapte à la survie... mais une chose est sûre : il faudra l'aider à mourir !

Pour licencier, la direction parle toutes les langues

PSA s'apprête à réduire de moitié ses effectifs en Chine dans le cadre de sa coentreprise avec Dongfeng : 4000 salariés se retrouveraient sur le carreau. Comme quoi, malgré les milliers de kilomètres de distance, la logique est la même : quand ça va bien, les actionnaires en profitent, mais quand ça va mal, ce sont les salariés qui trinquent.

Segula : PSA sous-traite les suppressions d'emplois

Le transfert de 700 collègues d'Opel à Segula est devenu effectif depuis lundi à Russelsheim. Xavier Chéreau, le DRH, jure que « la préservation des emplois a été au cœur des préoccupations » de la direction. Quand on voit les fermetures d'usine à répétition et la manière dont, dans tous les sites, on est incités à partir du groupe, on rit jaune devant de tels discours.

PSA Sochaux : retour au 19ème siècle ?

La direction du site de Sochaux a demandé une dérogation au code du travail afin que les ouvriers puissent travailler 12h de suite sur les week-ends. Ces heures au-delà des 10h légales seront prétendument au volontariat. Mais on connaît la chanson : en cas de refus, la direction mute les récalcitrants en journée et ne renouvelle pas le contrat des intérimaires.

Ne pas embaucher et faire travailler plus ceux qui restent, sans regard sur leur santé et leur repos : c'est la politique de PSA pour augmenter sa sacro-sainte rentabilité.

Un Bolsonaro peut en cacher un autre

Bolsonaro laisse la forêt amazonienne brûler pour le plus grand plaisir de ses amis agro-industriels qui ne sauraient tarder à se ruer sur les terres « libérées » par le feu. Sans oublier les agro-industriels français premiers importateurs du soja d'Amazonie. Mais que Macron devienne soudainement un paladin de l'écologie à la pointe du combat contre le vilain président brésilien est une blague. En Guyane dite française, la dégradation de l'environnement est tout aussi alarmante que de l'autre côté de la frontière à cause, entre autres, des exploitations aurifères légales qui se multiplient en ce moment. Le président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel déclarait récemment à ce propos « L'État délivre à tour de bras des autorisations d'exploitation. On saigne à blanc le territoire, c'est le grand scandale absolu ».

Hong-Kong : la révolte continue

Depuis plusieurs mois, la révolte fait rage à Hong Kong, la population rejetant avec force la liquidation par le gouvernement chinois des quelques droits démocratiques concédés à la ville en 1997. La répression de plus en plus violente de la police de Hong Kong, qui n'hésite pas à collaborer avec les gangsters des Triades pour attaquer les manifestations, n'est pas parvenue pour l'instant à faire refluer la contestation. Au point que celle-ci inquiète de plus en plus fortement le gouvernement chinois, qui craint comme la peste une contagion au reste du territoire et cherche donc à isoler Hong Kong du reste de la Chine tout en préparant une éventuelle intervention militaire.

Féminicides : un « grenelle » bidon

Depuis le 1er janvier, cent femmes ont été tuées en France par leur conjoint ou ex. Le gouvernement ouvre cette semaine un « Grenelle des violences conjugales ». Mais des associations féministes ont rappelé que ce ne sont pas des paroles mais des moyens qu'il faudrait, en disant : « Nous voulons un milliard, pas un million ». Un milliard d'euros, c'est ce qu'il faudrait, d'après leurs estimations. Un million, c'est la somme débloquée par la secrétaire d'État Marlène Schiappa fin août.